



N° chrono : LW/NM/2021/M_132

**INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES
RAPPORT DE LA VISITE D'INSPECTION DU 10 MARS 2021**

**Établissement GARMIER
Scierie**

N° S3IC : 0247.00035

Commune : La Chapelle-sous-Dun

Visite :	administrative	programmée	annoncée	PPC	Régime :	E
Priorité :	autre	Attribut S3IC n° 1 : Air Attribut S3IC n° 2 : Bruit Attribut S3IC n° 3 : Eau de surface Attribut S3IC n° 4 : Équipements sous pression Attribut S3IC n° 5 : Risques accidentels				
Liste des installations inspectées :						
<ul style="list-style-type: none">• scierie ;• cyclo filtre ;• local de maintenance et de stockage des substances et produits dangereux.						
Référentiel de l'inspection :						
<ul style="list-style-type: none">• code de l'environnement ;• arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;• arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;• arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 95/2689/2-2 du 3 novembre 1995.						
Personne(s) rencontrée(s) :						
<ul style="list-style-type: none">• le président ;• le directeur.						

Ce rapport vaut rappel réglementaire à l'exploitant pour les constats de non-conformités.

Indépendamment des points contrôlés par l'inspection des installations classées, il est de la responsabilité de l'exploitant de réaliser régulièrement les vérifications et suivis nécessaires pour s'assurer du respect de l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables à son installation.

Synthèse de l'inspection :

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle était conjointe à une inspection réalisée au titre de la cessation de l'activité de stockage de bois par voie humide par aspersion relevant de la rubrique 1531 de la nomenclature des installations classées qui a fait l'objet du rapport référencé LW/NM/2021/M_107 du 18 mars 2021.

L'exploitant a, dans les jours qui ont suivi l'inspection, transmis des éléments permettant de répondre à certains constats relevés.

Lors de la visite d'inspection :

- 12 non-conformités ont été constatées, sur les thèmes suivants :
 - la propreté ;
 - le prélèvement et la prévention de la pollution des eaux ;
 - la collecte des sciures de bois ;
 - la gestion et le suivi des déchets ;
 - la prévention des risques ;
 - le suivi des équipements sous pression.
- 2 demandes de compléments sont formulées.

Ces éléments sont détaillés dans le tableau des constats en annexe.

Propositions de suites :

- constats à traiter par courrier ;

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement	L'inspecteur de l'environnement	Le chef de l'unité départementale de Saône-et-Loire
<i>signé</i>	<i>signé</i>	<i>signé</i>
Laurent WEPP	Florian LUCCI	Patrice CHEMIN

Annexe : tableau des constats

Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaires
<p align="center">Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 95/2689/2-2 du 3 novembre 1995 (AP) Complété par les dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (AMPG)</p>			
Portée de l'autorisation			
Article 1.3 (AP)	Liste des installations classées	Prescription inadaptée n° 1	<p>L'exploitant a été autorisé en 1995 pour les activités relevant des rubriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 81 : ateliers où l'on travaille le bois (régime de l'autorisation) ; – 81 quater : produits de préservation du bois (régime de l'autorisation) ; – 81 bis : dépôt de bois (régime de la déclaration). <p>La nomenclature des installations classées ayant évolué, l'exploitant a, par courriers des 16 février et 12 mars 2015, sollicité le bénéfice des droits acquis au titre des rubriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 2410 : ateliers où l'on travaille le bois (régime de l'enregistrement) ; – 1532 : stockage de bois (régime de la déclaration). <p>Concernant l'activité de mise en œuvre de produits de préservation du bois, l'exploitant indique avoir cessé cette activité depuis 2010.</p> <p><u>Prescription inadaptée</u> : les dispositions de l'article 1.3 doivent être actualisées au regard de ce qui précède.</p>
Conditions générales			
Article 2.1 (AP)	<p>Caractéristiques de l'établissement</p> <p>L'établissement objet de la présente autorisation a pour activité principale le sciage du bois. Il se compose de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une scierie équipée d'une scie à ruban, de deux dédosseurs, d'un dédoubleur, d'une scie alternative multilames, d'une déligneuse - une scierie équipée de deux dédosseurs, de deux scies à ruban double, d'une déligneuse - deux parcs à bois - un atelier de tronçonnage et clouage des palettes - un garage - un séchoir - une installation de préservation du bois 	<p>Prescription inadaptée n° 2</p> <p>Demande de compléments n° 1</p>	<p>Le site a connu un certain nombre d'évolutions dont certaines, comme l'arrêt de l'activité de préservation du bois, ont été portées à la connaissance du préfet de Saône-et-Loire</p> <p><u>Prescription inadaptée</u> : les dispositions de l'article 1.3 doivent être actualisées au regard de ce qui précède.</p> <p><u>Demande de compléments</u> : l'exploitant précisera à l'inspection de l'environnement, au regard de la mise à jour du cadastre, les parcelles composant le périmètre global de l'installation autorisée (scierie historique, nouvelle scierie et stockage grumes de bois).</p>

Exploitation – Entretien			
Point 3.4 (AMPG)	<p>Propreté :</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Toutes précautions sont prises pour éviter les risques d'envol de poussières.</p>	<p>Non-conformité n° 1</p> <p>Observation n° 1</p>	<p>Une quantité importante de poussières et de sciures de bois est présente dans la zone d'aspiration et de traitement de ces dernières.</p> <p>Non-conformité : la zone d'aspiration et de traitement des sciures de bois, classée à atmosphères explosives (ATEX), présentait une quantité importante de poussières et de sciures le jour de l'inspection, et ce, contrairement aux dispositions du point 3.4 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 susmentionné.</p> <p>Par transmission électronique du 18 mars 2021, l'exploitant a transmis des photos permettant de constater le nettoyage effectif de la zone d'aspiration.</p> <p>Observation : le nettoyage de cette zone, identifiée comme une zone Atex, doit être réalisé régulièrement.</p>
Prélèvement et prévention de la pollution des eaux			
Article 3.1.3 (AP)	<p>Consommation d'eau :</p> <p>Les consommations seront notées sur un registre tenu à disposition de l'inspection de l'environnement</p>	Non-conformité n° 2	<p>Non-conformité : l'exploitant ne dispose pas de registre de suivi des consommations d'eau, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral n° 95/2689/2-2 du 3 novembre 1995.</p>
Point 5.1.3 (AMPG)	<p>Dispositifs de mesure totalisateurs :</p> <p>Le dispositif de mesure totalisateur est relevé hebdomadairement si le volume prélevé est inférieur à 100 m³/j</p>	Non-conformité n° 3	<p>Non-conformité : le dispositif de mesure totalisateur n'est pas relevé hebdomadairement, et ce, contrairement aux dispositions du point 5.1.3 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 susmentionné.</p>
Article 3.3 (AP)	<p>Protection du réseau d'eau public :</p> <p>L'exploitant installera avant le 1er Avril 1996 un disconnecteur à zone de pression réduite, de manière à éviter toute pollution du réseau d'eau public par les eaux industrielles.</p> <p>Le remplissage du bac de traitement se fera à l'aide d'un robinet fixe installé au-dessus du bac de traitement. Il sera équipé d'un minuteur.</p>	<p>Observation n° 2</p> <p>Prescription inadaptée n° 3</p>	<p>Le site dispose un disconnecteur installé sur l'arrivée d'eau public de la scierie historique où avait lieu l'activité de préservation du bois.</p> <p>Observation : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de son bon fonctionnement en l'absence de vérifications périodiques.</p> <p>Prescription inadaptée : il n'y a plus de bac de traitement</p>

Prévention du bruit			
Article 5.4 (AP)	<p>Normes de bruit :</p> <p>Les niveaux limites admissibles en limite de propriété sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> . les jours de semaine de 7 h à 20 h : 60 dB (A) . les jours de semaine de 22 h à 6 h : 50 dB (A) . les jours de semaine pour les périodes intermédiaires : 55 dB (A) . les dimanches et jours fériés : 50 dB (A) 	Observation n° 5	<p>L'exploitant a fait réaliser une campagne de mesures de bruit en date du 30 janvier 2015. Les résultats relevés sur les niveaux sonores mesurés en limite de propriété sont inférieurs à 60 dB(A).</p> <p>Observation : les résultats observés dans ce rapport sur ces niveaux sonores mesurés en limite de propriété ne portent que sur le respect des valeurs limites en période diurne, hors le site fonctionne les jours de la semaine à partir de 5 heures 30. Les mesures doivent donc également porter sur la période nocturne et sur la période intermédiaire.</p>
Air – Odeur			
Point 6.1.1 (AMPG)	<p>Captage et épuration des rejets à l'atmosphère :</p> <p>Les bâtiments abritant les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munis de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. [...]</p>	Non-conformité n° 7	<p>Les tuyauteries d'aspiration des sciures et poussières de bois présentent des fuites dans la zone de traitement et de stockage.</p> <p>Non-conformité : l'exploitant doit s'assurer en permanence du bon état d'entretien des installations de collecte des sciures de bois avant épuration et rejet des poussières à l'atmosphère.</p> <p>Par transmission électronique du 22 mars 2021, l'exploitant a transmis des éléments permettant de démontrer la mise en œuvre de moyen permettant de réparer ces fuites.</p>
Déchets			
Point 7.4 (AMPG)	<p>Déchets dangereux :</p> <p>Les déchets dangereux sont traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.</p> <p>L'exploitant émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier le traitement. Les documents justificatifs sont conservés 5 ans.</p>	Observation n° 6	<p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le bordereau de suivi des déchets d'huiles usagées. Ce bordereau a été remis à l'inspection par transmission électronique du 18 mars 2021.</p> <p>Observation : l'exploitant, producteur de ces huiles usagées, est responsable des déchets produits jusqu'à leurs éliminations ou leurs valorisations. Ces bordereaux permettent de justifier de cette destination finale.</p>

Article 6.4.2 (AP)	<p>Registre de comptabilité et de suivi des déchets :</p> <p>L'élimination fera l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'Inspecteur des installations classées. A cet effet, l'exploitant ouvrira un registre mentionnant pour chaque type de déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - origine, composition, quantité - nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, date de l'enlèvement - destination précise des déchets : lieu et mode d'élimination finale <p>Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets seront annexés au registre prévu ci-dessus et tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées pendant une durée d'au moins deux ans.</p> <p>Concernant les documents justificatifs, en application de l'article D. 543-284 du code de l'environnement, les exploitants d'installation (de valorisation) délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets de papier, de métal, de plastique, de verre et de bois leur ayant cédé des déchets l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.</p>	<p>Non-conformité n° 8</p> <p>Observation n° 7</p>	<p>Les principaux déchets produits par le fonctionnement normal des installations sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des huiles et filtres à huiles usagées ; - des métaux ; - des sciures et copeaux de bois ; - des déchets industriels banals (DIB) et quelques cartons d'emballages. <p>Non-conformité : l'exploitant ne dispose pas de registre de suivi des déchets produits, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 6.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 95/2689/2-2 du 3 novembre 1995.</p> <p>Observation : l'exploitant ne dispose pas des attestations de valorisation des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre et de bois.</p>
Protection contre les risques d'incendie et d'explosion			
Article 7.2.2 (AP)	<p>Personnel de premier secours :</p> <p>L'usine doit avoir sa propre équipe de sécurité dotée de matériel adéquat et entraînée périodiquement. Cette équipe, intervenant dans les opérations de premier secours, sera placée sous la direction d'un cadre responsable.</p>	<p>Observation n° 8</p>	<p>L'exploitant n'a pas d'équipe de première intervention. Tous les salariés sont formés aux opérations de premier secours et au maniement des extincteurs. L'exploitant envisage pour l'année 2021, une remise à niveau de ces formations.</p> <p>Observation : il est rappelé à l'exploitant que les attestations rédigées à l'issue de ces formations doivent être conservées afin de pouvoir être présentées sur demande des services de l'État.</p>
Article 7.2.3 (AP)	<p>Entraînement du personnel :</p> <p>Des exercices de lutte contre l'incendie seront effectués périodiquement, l'espacement entre deux exercices ne pouvant excéder un trimestre. Au moins une fois par an, un exercice sera fait si possible en liaison avec la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours.</p> <p>A cette fin, le chef d'établissement fera une demande écrite au représentant de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours pour qu'un exercice soit réalisé sur le site.</p>	<p>Demande de compléments n° 2</p>	<p>L'exploitant a transmis par courrier électronique un bon de commande signé pour un exercice incendie qui sera réalisé par la société Desautel fin avril 2021.</p> <p>Demande de compléments : l'exploitant transmettra à l'inspection de l'environnement le compte rendu de cet exercice.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il peut solliciter auprès du préfet de Saône-et-Loire la modification de cette prescription en lui transmettant les éléments permettant de justifier de cette sollicitation.</p>

Article 7.2.5 (AP)	<p>Dispositifs et plan de lutte :</p> <p>Les dispositifs et plan de lutte contre l'incendie seront établis en accord avec le représentant de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours. Ils comprendront au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un poteau incendie normalisé de 100 mm, situé à moins de 200 m des constructions - des extincteurs facilement accessibles en toutes circonstances. 	Absence d'observation	Le site dispose d'extincteurs, de 4 robinets d'incendie armés (RIA) dans la nouvelle scierie, et de deux poteaux d'incendie, l'un en bordure de la route départementale 985, situé vers l'entrée de la nouvelle scierie, l'autre en bordure de la route de la Sarrandière, situé à environ 50 mètres de l'entrée du stockage de grumes de bois.
Point 4.2 (AMPG)	<p>Moyens de lutte contre l'incendie :</p> <p>Les différents matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>[...] des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.</p> <p>[...] Chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m³/h sous une pression minimum de un bar durant deux heures. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance.</p>	<p>Non-conformité n° 9</p> <p>Observation n° 9</p>	<p>La dernière vérification des extincteurs et des RIA a été réalisée en novembre 2020 par la société Desautel.</p> <p>Non-conformité : comme il est évoqué plus haut, l'exploitant dispose d'un plan général des installations mais les zones pouvant présenter un danger (zone ATEX, local de stockage des substances et produits dangereux, cuves de stockage de gasoil, de gasoil non routier, etc.) n'y figurent pas, et ce, contrairement aux dispositions du point 4.2 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 susmentionné.</p> <p>L'exploitant dispose d'un document de vérification du poteau d'incendie situé à l'entrée de la nouvelle scierie datant de 2012. justifiant d'un débit minimum de 60 m³/h.</p> <p>Observation : l'exploitant se rapprochera des services techniques de la commune pour disposer d'un document de vérification plus récente, et ce, pour les deux poteaux d'incendie susmentionnés.</p>
Point 4.4 (AMPG)	<p>Matériels utilisables en atmosphère explosive :</p> <p>Dans les parties de l'installation visées au point 4.3 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du chapitre VII, relatif aux produits et équipements à risques, du titre V du livre V du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.</p>	Absence d'observation	<p>Le cyclo filtre, considéré comme étant une zone ATEX, dispose du pictogramme réglementaire indiquant son caractère ATEX.</p> <p>Le rapport de la vérification des installations électriques évoquée ci-dessous mentionne le contrôle et la vérification de cette zone ATEX.</p>

Article 7.4.2.4 (AP)	<p>Contrôle du matériel électrique :</p> <p>Les installations électriques doivent être contrôlées lors de leur mise en service, lors de toutes modifications importantes, puis tous les ans par un vérificateur choisi par le chef de l'établissement sur la liste établie par le Ministre chargé du Travail.</p>	Absence d'observation	La dernière vérification des installations électriques date de juin 2020. Les actions correctives sont réalisées soit en interne, soit par l'entreprise Connect et sont notées sur le rapport de vérification dès leurs réalisations.
Article 7.4.3 (AP)	<p>Emploi d'outillage générateur de point chaud :</p> <p>L'intervention du personnel d'entretien ou d'une entreprise de service, avec des outillages générateurs de points chauds, tels que chalumeau, poste de soudure électrique, tronçonneuse, meule, ne peut s'effectuer qu'après obtention d'un permis de feu délivré par le chef d'établissement ou le responsable de la sécurité.</p>	<p>Non-conformité n° 10</p> <p>Observation n° 10</p>	<p>Non-conformité : le jour de l'inspection, l'exploitant ne dispose ni d'une procédure pour les interventions de maintenance internes nécessitant l'utilisation d'outillages générateurs de points chauds ni d'un permis feu pour les interventions d'entreprises extérieures nécessitant ce même type d'outillages, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral n° 95/2689/2-2 du 3 novembre 1995.</p> <p>Par transmission électronique du 25 mars 2021, l'exploitant a transmis une procédure rédigée pour la réalisation des travaux accompagné d'un modèle de permis feu pour l'intervention des entreprises extérieures.</p> <p>Observation : l'exploitant doit s'assurer de la mise en œuvre effective de ce permis feu dès lors que des travaux nécessitant l'utilisation d'outillage générateurs de points chaud sont réalisés par des entreprises extérieures.</p>
Article 9 (AP)	<p>Installations de sécurité d'exploitation :</p> <p>A proximité du bac de traitement, seront implantées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une fontaine lave-oeil - une armoire de rangement pour les gants et les lunettes de protection 	Prescription inadaptée n° 4	<p>Il n'y a plus de traitement du bois réalisé sur le site.</p> <p>Prescription inadaptée : les dispositions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral n° 95/2689/2-2 du 3 novembre 1995 doivent être actualisées au regard de ce qui précède.</p>

Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaires
Arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples			
Titre II – Conditions générales d’installation et d’exploitation			
Article 6	L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.	Non-conformité n° 11	<u>Non-conformité</u> : l'exploitant ne dispose pas d'une liste des équipements sous pression présents sur le site, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susmentionné.
Titre IV – Suivi en service			
Articles 12 à 25	Inspections et requalifications périodiques.	Non-conformité n° 12 Observation n° 11	Non-conformité : l'équipement de marque Pauchard, d'un volume de 900 litres, construit en 2007 sous le numéro de série 070927, contrôlé lors de la visite des installations, n'est pas à jour de requalification périodique, et ce, contrairement aux dispositions des articles 12 à 25 de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susmentionné. Par transmission électronique du 23 mars 2021, l'exploitant a transmis un bon de commande validé auprès de la société Apave pour la requalification de cet équipement. <u>Observation</u> : l'exploitant doit s'assurer en permanence que les équipements sous pression présents au sein de ces installations sont à jour des vérifications périodiques réglementaires.